

FOURNIER, Jean-Marc, dir. (2001) *Faire la géographie sociale aujourd'hui*. Caen, Presses universitaires de Caen (Coll. « Les documents de la maison de la recherche en Sciences humaines de Caen », n^o 14), 255 p. (ISBN 2-84133-146-6)

Anne Gilbert

Volume 47, numéro 130, avril 2003

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/007975ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/007975ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de géographie

ISSN

0007-9766 (imprimé)

1708-8968 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Gilbert, A. (2003). Compte rendu de [FOURNIER, Jean-Marc, dir. (2001) *Faire la géographie sociale aujourd'hui*. Caen, Presses universitaires de Caen (Coll. « Les documents de la maison de la recherche en Sciences humaines de Caen », n^o 14), 255 p. (ISBN 2-84133-146-6)]. *Cahiers de géographie du Québec*, 47(130), 129–131. <https://doi.org/10.7202/007975ar>

Quant aux chapitres 6 – une contribution de Marie-Odile Trépanier de l’Institut d’urbanisme – et 7, ils visent, d’une part, à présenter un éventail de moyens et de stratégie de protection et de mise en valeur du capital-paysage, au nombre desquels figurent des outils juridiques et techniques bien connus des aménagistes, et, d’autre part, à instaurer une méthode de travail menant à l’analyse, à la compréhension et à la caractérisation du capital-paysage.

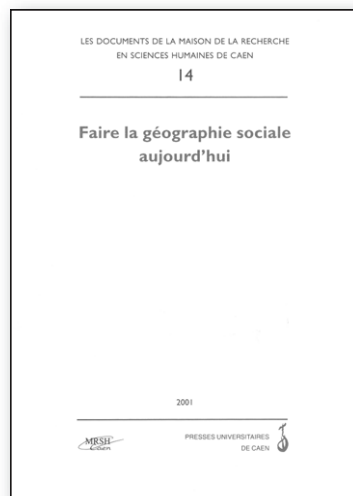
Si, au départ, certains voyaient dans ce projet une occasion d’identifier quelques outils permettant de repérer et de caractériser aisément les paysages du territoire des MRC laurentidiennes, tous ont découvert en bout de piste un outil de travail unique et exemplaire qui leur servira durant de nombreuses années encore, aussi longtemps du moins que la prise en compte du capital-paysage ne sera pas une priorité dans les pratiques de l’aménagement du territoire au Québec. À l’heure où la quête de paysages mobilise des acteurs de plus en plus nombreux, il faut saluer la publication de cet ouvrage.

André M. Boisvert,
géographe-urbaniste
Saint-Jérôme

FOURNIER, Jean-Marc, dir. (2001) *Faire la géographie sociale aujourd’hui*. Caen, Presses universitaires de Caen (Coll. « Les documents de la maison de la recherche en Sciences humaines de Caen », n° 14), 255 p. (ISBN 2-84133-146-6)

En 1984, quatre géographes réunis par diverses recherches menées en commun et par une certaine communauté de préoccupations produisaient ensemble le premier ouvrage consacré à la géographie sociale en France (Frémont *et al.*, 1984). Ils reconnaissaient dans cet ouvrage, qui s’imposerait rapidement comme la principale référence de langue française dans le domaine, quatre facteurs explicatifs des relations entre sociétés et espaces : l’effet de lieu, l’effet de classe, l’effet culturel et l’effet de mobilité. Leurs intuitions et analyses ont profondément marqué la géographie sociale française. En témoignent la trentaine de textes présentés au colloque *Faire la géographie sociale aujourd’hui*, tenu à Caen en novembre 1999, et dont les actes sont parus deux ans plus tard.

Armand Frémont le remarque dans l’introduction du livre, après avoir rappelé comment celui-ci s’inscrit dans une démarche collective de plus de trente ans. Dès le début des années soixante-dix en effet, à l’issue de mai 1968, des équipes de recherche se structuraient dans les universités de l’ouest de la France pour faire de la géographie



sociale, les unes par le biais de l'espace vécu, les autres en s'intéressant aux rapports de classe inscrits dans l'espace. Leur collaboration a fait naître une approche d'autant plus originale qu'elle était peu influencée par la géographie anglo-saxonne, ici peu fréquentée. Il constate, quelque trente ans plus tard, combien la géographie sociale française, à laquelle participent aujourd'hui de nombreux autres groupes qui s'intéressent aux mêmes questions, s'inspire toujours de cette trame initiale.

De nouveaux thèmes sont apparus néanmoins, qui témoignent de l'élargissement de la perspective et du rapprochement de la géographie sociale avec les autres domaines de la discipline. L'environnement est désormais considéré comme un objet social, qui n'aurait d'existence que par les individus et les groupes qui y vivent, qui le façonnent et le subissent. Construction idéologique, il constitue un enjeu auquel s'intéresse toute une génération de jeunes géographes. Plusieurs textes le montrent. La géographie sociale a aussi découvert le patrimoine, non pas en soi, mais en tant que processus qui engendre de nouvelles situations sociales et contribue ainsi à créer du sens et de l'identité. Enfin, le territoire est devenu une notion centrale, alors qu'il a complètement évincé l'espace dans le discours. Le territoire, la territorialité, la territorialisation sont en effet utilisés comme références de presque tous les participants à l'ouvrage pour signifier les relations des individus, des groupes et des sociétés à leurs espaces. Si le recours à ces concepts plus évocateurs, plus imagés et qui matérialisent par un objet plus concret la très grande abstraction de l'espace géographique n'a pas changé le fait que le social reste au centre de l'attention, il n'en traduit pas moins un changement de perspective. En passant de l'effet du lieu à celui du territoire, d'essence sociale mais d'expression individuelle, le sujet s'est imposé dans l'analyse. Le sens prêté à l'effet culturel s'est ainsi modifié pour refléter la tendance croissante à l'individuation culturelle et la multi-appartenance qui l'accompagne. Dans un contexte d'élargissement des univers relationnels, on s'interroge moins sur l'effet de la mobilité aux différentes échelles spatiales que sur le rôle des liens sociaux de proximité et sur les possibilités qu'ils ouvrent à la participation citoyenne. Bref, on s'éloigne de l'étude de l'organisation spatiale des sociétés et des rapports de classe qu'elle révèle pour centrer l'attention sur les relations complexes par lesquels les groupes sociaux localisés produisent, à partir de représentations ancrées dans leur espace vécu, des pratiques identitaires qui contribuent à définir leurs rapports aux autres. La notion de médiation territoriale, développée par Di Méo (1998) et reprise dans de nombreux textes, illustre bien ce point de vue.

Si bien qu'il est assez peu question de classes sociales dans cet ouvrage, alors que leur rôle était tenu pour déterminant il y a à peine 15 ans. Tout aurait-il été dit sur l'effet de classe? Robert Hérim, à qui on doit un article particulièrement éclairant sur le projet d'une géographie sociale qui pourrait renouveler la discipline, et Jacques Chevalier, qui signe la conclusion de l'ouvrage, ne le croient pas. Si les contours des classes sociales sont plus flous et que les sentiments d'une identité collective d'appartenance à une classe sociale se sont beaucoup estompés, la fracture sociale reste à leurs yeux bien réelle et elle constitue pour le géographe un impératif de recherche. S'inquiétant du poids pris par certaines des entrées actuelles en géographie sociale et par l'affaiblissement de sa posture critique, ils proposent tous deux de s'appuyer sur les développements récents autour de la notion de territoire pour pousser plus à fond la réflexion sur les inégalités sociales, en montrant notamment

comment les territoires, qu'ils soient individuels ou collectifs, procèdent de ces inégalités et comme ils en deviennent les expressions et les enjeux. Ces propos, on en conviendra, ne sont pas sans rappeler ceux qu'ils tenaient en 1984 sur le besoin de mieux articuler rapports sociaux et rapports spatiaux et montrent bien que l'ambition d'une géographie sociale qui éclaire la fonction médiatrice des lieux et des espaces sur les sociétés reste d'actualité.

Ce livre, en réunissant positionnements sur la démarche et études de cas, permet de faire le point sur l'état actuel de la géographie sociale française et ses principales préoccupations. L'attention que prêtent les auteurs à replacer les réalités observées dans le contexte de mutations sociales plus larges illustre sa très grande pertinence sociale. Rares sont toutefois les textes qui posent la question de l'efficacité des méthodes utilisées pour l'interprétation des faits socio-spatiaux ainsi évoqués, méthodes qui donneront en dernier lieu à celle-ci sa pertinence académique. On espère que le groupe qui a organisé le colloque, et qui s'avère sans contredit un des principaux leaders dans le domaine, fera en sorte de combler bientôt ce déficit.

Anne Gilbert
Université d'Ottawa

RÉFÉRENCES

FRÉMONT, Armand *et al.* (1984) *Géographie sociale*. Paris, Masson.
DI MÉO, G. (1998) *Géographie sociale et territoires*. Paris, Nathan.

GHORRA-GOBIN, Cynthia (2002) *Los Angeles. Le mythe américain inachevé*. Paris, CNRS Éditions (Coll. « CNRS Plus »), 312 p. (ISBN 2-271-05965-8)

Los Angeles, ville mythique? Peut-être, mais ville médiatisée, certes. Robert Fishman, dans *Bourgeois Utopias. The Rise and Fall of Suburbia*, nous dit que pendant les années 1920, alors que les sociologues de l'« École de Chicago » mettaient au point leur modèle de la ville industrielle radioconcentrique, avec la banlieue dans la dernière couronne, il se développait déjà à Los Angeles une forme urbaine qui contredisait ce modèle, une forme où des rues et boulevards à angle droit ne convergent vers aucun centre. Cynthia Ghorra-Gobin, qui a vécu et étudié à Los Angeles, nous offre une synthèse très documentée des interprétations de ce paysage urbain qui inspire maintenant, outre les films d'Hollywood, les thèses de l'« École de Los Angeles ». Elle fonde sa synthèse sur l'identification de cet « idéal pastoral » du XIX^e siècle américain qui aurait mené à la

